

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

**RECUEIL DE LEGISLATION**

A — N° 121

2 juin 2009

**Sommaire**

Loi du 19 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden .....	page 1718
Loi du 19 mai 2009 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) .....	1718
Loi du 19 mai 2009 relative à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch .....	1719
Règlement grand-ducal du 19 mai 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées .....	1719
Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi que la Déclaration commune, signés à Prüm le 27 mai 2005 – Adhésion de la République slovaque .....	1720
Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 11 septembre 2005 – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg; liste des Etats liés .....	1724
Règlement grand-ducal du 19 mai 2009 modifiant:	
1. le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie;	
2. le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1998 ayant pour objet de déterminer les prestations en nature lors de l'accouchement, en exécution de l'article 26, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale – Rectificatif .....	1728

**Loi du 19 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 30 avril 2009 et celle du Conseil d'Etat du 5 mai 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement est autorisé à participer, selon les modalités fixées par convention entre parties, au financement de la construction d'une maison de soins par l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» à Vianden.

**Art. 2.** Les dépenses engagées au titre du projet visé à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas dépasser le montant de 12.910.935,23 euros. Ce montant correspond à la valeur 673,64 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2008. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

Au cas où l'avancement des travaux oblige l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» à assurer en tout ou en partie le préfinancement de la participation de l'Etat accordée, mais non encore versée, ce dernier supporte les intérêts y relatifs.

**Art. 3.** La dépense est imputable sur le Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de la Famille  
et de l'Intégration,*

**Marie-Josée Jacobs**

*Le Ministre du Trésor  
et du Budget,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 19 mai 2009.

**Henri**

Doc. parl. 5985; sess. ord. 2008-2009.

**Loi du 19 mai 2009 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT).**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 28 avril 2009 et celle du Conseil d'Etat du 5 mai 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les groupements européens de coopération territoriale, ci-après dénommés «GECT», créés en application du règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, qui ont leur siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que la participation de membres luxembourgeois visés à l'article 2 à un GECT ayant son siège sur le territoire d'un autre pays membre de la Communauté européenne sont régis par la présente loi pour les questions qui ne sont pas réglées par les dispositions du règlement (CE) n° 1082/2006.

**Art. 2.** Peuvent être membres d'un GECT les entités luxembourgeoises suivantes:

- a) l'Etat;
- b) les communes;
- c) les syndicats de communes;
- d) les organismes de droit public visés par l'article 2, sous 3) de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics;
- e) les associations formées par une ou plusieurs des entités visées sous a) à d).

Les GECT de droit luxembourgeois sont composés d'une ou plusieurs des entités visées à l'alinéa premier ainsi que d'un ou plusieurs organismes situés sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne et appartenant à l'une des catégories visées à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup> du règlement (CE) n° 1082/2006 précité.

**Art. 3.** L'adhésion de l'une des entités visées à l'article 2, alinéa premier, à un GECT est décidée par l'organe qui est habilité à engager l'entité en vertu des dispositions légales ou statutaires régissant celle-ci.

**Art. 4.** Le membre du Gouvernement ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est l'autorité destinataire de la notification à laquelle sont tenues les entités visées à l'article 2, alinéa premier, qui prévoient de participer à un GECT, ainsi que des documents prévus à l'article 4, paragraphe 2, sous b), du règlement (CE) n° 1082/2006 précité.

**Art. 5.** (1) La participation des entités visées à l'article 2, alinéa premier, à un GECT est approuvée par un arrêté grand-ducal rendu sur avis du Conseil d'Etat après vérification des exigences de l'article 4, paragraphe 3 et de l'article 13 du règlement (CE) n° 1082/2006 précité.

(2) Les modifications de la convention d'un GECT auquel participent une ou plusieurs entités luxembourgeoises, prévue à l'article 8 du règlement (CE) n° 1082/2006 précité, sont approuvées dans la forme du paragraphe 1<sup>er</sup>. Il en est de même des modifications des statuts d'un tel GECT, si celles-ci entraînent, directement ou indirectement, une modification de la convention.

**Art. 6.** Les personnes représentant au sein d'un GECT les entités luxembourgeoises qui en sont membres, sont désignées conformément aux dispositions légales et statutaires applicables.

Si l'Etat est membre d'un GECT, ses représentants sont désignés par le Gouvernement en conseil sur proposition du ou des ministres du ou des ressorts compétents.

**Art. 7.** La Cour des comptes est compétente pour assurer le contrôle de la gestion des fonds publics par un GECT.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
**Jean-Marie Halsdorf**

Palais de Luxembourg, le 19 mai 2009.  
**Henri**

Doc. parl. 5828; sess. ord. 2007-2008 et 2008-2009.

### **Loi du 19 mai 2009 relative à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Naussau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 23 avril 2009 et celle du Conseil d'Etat du 28 avril 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement est autorisé à procéder aux travaux de réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

**Art. 2.** Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent dépasser la somme de 18.700.000,- euros. Ce montant correspond à la valeur 652,26 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2007. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

**Art. 3.** Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Travaux publics,*  
**Claude Wiseler**

Palais de Luxembourg, le 19 mai 2009.  
**Henri**

*Le Ministre du Trésor et du Budget,*  
**Luc Frieden**

Doc. parl. 5952; sess. ord. 2008-2009.

### **Règlement grand-ducal du 19 mai 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'Etat en matière de vaccinations;

Vu la recommandation du Conseil supérieur d'hygiène;

Vu l'avis du Collège médical;

Vu l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal modifié du 18 octobre 2001 déterminant la liste des vaccinations recommandées est modifié comme suit:

Le point 1 est complété par une ligne libellée comme suit:

«la varicelle».

**Art. 2.** Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Santé  
et de la Sécurité sociale,*  
**Mars Di Bartolomeo**

Palais de Luxembourg, le 19 mai 2009.  
**Henri**

**Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, ainsi que la Déclaration commune, signés à Prüm le 27 mai 2005. – Adhésion de la République slovaque.**

Il résulte d'une notification du Ministère allemand des Affaires étrangères qu'en date du 27 février 2009 la République slovaque a adhéré au Traité désigné ci-dessus, qui entrera en vigueur à l'égard de cet Etat le 28 mai 2009, conformément à l'article 51, paragraphe 3 dudit Acte.

#### Déclarations

«With regard to the Convention, any information provided by the Slovak Republic on its basis must not be used as evidence without the consent of the competent judicial authorities of the Slovak Republic.

With regard to the Article 7 of the Convention, the Slovak Republic reserves the right not to fully apply the Article 7 of the Convention. Collecting the cellular material and supplying the DNA profiles for the purposes of investigation or judicial proceedings is possible only through procedures of legal assistance.»

**Pursuant** to the Article 2 paragraph 3 of the Convention and Article 42 paragraph 1 of the Convention, the Slovak Republic makes the notifications contained in the Annex 1 to this Instrument of Accession and the déclaration contained in the Annex 2 to this Instrument of Accession.

#### **Annex 1**

**to the Instrument of Accession in respect of the Convention between the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the Kingdom of Spain, the French Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Austria on the stepping up of cross-border cooperation, particularly in combating terrorism, cross-border crime and illegal migration ("Convention")**

**Containing the Notifications made by the Slovak Republic according to Article 2 paragraph 3 of the Convention**

**The Slovak Republic** makes the following notifications according to Article 2 paragraph 3 of the Convention:

National DNA analysis file of the Slovak Republic according to Article 2 paragraph 3 of the Convention, to which the Articles 2 to 6 of the Convention are applicable, is the National Database of DNA Profiles, which was set up by Slovak law on use of DNA analysis for identification of persons (in effect from 1st January 2003, published in Collection of Laws of the Slovak Republic as n. 417/2002). Besides setting up the national database and processing the data thereof, this law stipulates the conditions for collecting the samples for DNA analysis as well as competence for performing the DNA analysis. The national database was set up and has been administered by the Police Force and makes part of information Systems of the Police Force. Software environment of national database is CODIS.

According to Article 2 paragraph 3 of the Convention, the conditions for automated searching referred to in Article 3 paragraph 1 of the Convention are the following:

Provision of the data from National Database of DNA Profiles is performed in compliance with the Law on the Police Force and the Law on the protection of Personal data. On the basis of these regulations, it is possible to provide

information and personal data collected during fulfilling the tasks of the Police force to the foreign countries (even without prior request in writing), if the international treaty by which the Slovak Republic is bound stipulates so (Slovak Republic acceded to the Convention, the president of the Slovak Republic ratified it by signing the accession document). One of the tasks of the Police Force is the investigation of criminal offences that means it is fully in compliance with the provision of Article 3 paragraph 1 of the Convention itself.

## Annex2

### to the Instrument of Accession in respect of the Convention between the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the Kingdom of Spain, the French Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Austria on the stepping up of cross-border cooperation, particularly in combating terrorism, cross-border crime and illegal migration (“Convention”)

#### Containing the Déclaration made by the Slovak Republic according to Article 42 paragraph 1 of the Convention

**The Slovak Republic** declares the following authorities responsible for applying of the Convention according to Article 42 paragraph 1 of the Convention:

1. The national contact point mentioned in Article 6 paragraph 1 for DNA analysis:

Technical information:

Institute of Forensic Science

Department of Forensic Biology and DNA Analysis

Sklabinská 1

812 72 Bratislava

Tel: +421 9610 57564

Fax: +421 9610 59058

e-mail: prum.dna@keupz.minv.sk

Personal data:

Presidium of the Police Force

International Police Cooperation Bureau

SPOC (Single Point of Contact)

Pribinova2

812 72 Bratislava

Tel.: +421 9610 56450

Fax: +421 9610 56459

e-mail: spocumps@minv.sk

2. The national contact point mentioned in Article 11 paragraph 1 for fingerprinting data:

Technical information:

Institute of Forensic Science

Department of fingerprint identification

Sklabinská 1

812 72 Bratislava

Tel.: +421 9610 57564

Fax: +421 9610 59058

e-mail: prum.afis@keupz.minv.sk

Personal data:

Presidium of the Police Force

International Police Cooperation Bureau

SPOC (Single Point of Contact)

Pribinova2

812 72 Bratislava

Tel.: +421 9610 56450

Fax: +421 9610 56459

e-mail: spocumps@minv.sk

3. The national contact point mentioned in Article 12 paragraph 2 for vehicle registration data:

Presidium of the Police Force

International Police Cooperation Bureau

SPOC (Single Point of Contact)

Pribinova 2  
812 72 Bratislava  
Tel.: +421 9610 56450  
Fax: +421 9610 56459  
e-mail: spocumps@minv.sk

4. The national contact point mentioned in Article 15 for the exchange of information in connection with major events:  
Presidium of the Police Force  
International Police Cooperation Bureau  
SPOC (Single Point of Contact)  
Pribinova 2  
812 72 Bratislava  
Tel: +421 9610 56450  
Fax: +421 9610 56459  
e-mail: spocumps@minv.sk
5. The national contact point mentioned in Article 16 paragraph 3 for information on the prevention of terrorist offences:  
Presidium of the Police Force  
Fight against Organized Crime Bureau  
Counter Terrorism Unit  
Račianska 45  
812 72 Bratislava  
Tel.: +421 9610 52181  
Fax: +421 9610 59133  
e-mail: martin.baran@minv.sk, teror@minv.sk
6. The national contact and coordination point mentioned in Article 19 for air marshals:  
Presidium of the Police Force  
Unit of Spécial Assignment (“Lynx Commando”)  
Račianska 45  
812 72 Bratislava  
Tel: +421 9610 58001-5  
Fax: +421 9610 59083  
e-mail: uouppz@minv.sk
7. The national contact and coordination point mentioned in Article 22 for document advisers:  
Ministry of Interior of the Slovak Republic  
Bureau of Border and Alien Police  
Vajnorská 25  
812 72 Bratislava  
Tel.: +421 9610 58714  
Fax: +421 9610 59115  
e-mail: tibor.kovacs@minv.sk; katarina.markovicova@minv.sk
8. The national contact point mentioned in Article 23 paragraph 3 to prepare and implement repatriation measures:  
Ministry of Interior of the Slovak Republic  
Bureau of Border and Alien Police  
Vajnorská 25  
812 72 Bratislava  
Tel.: +421 9610 50714, +421 9610 50715  
Fax: +421 9610 59075  
e-mail: lukas.amtmann@minv.sk
9. The competent authorities and officers within the meaning of Articles 24 up to and including 27:
  - a) according to Article 24 the authorities:
    - for joint patrols and other form of police cooperation:  
Presidium of the Police Force  
International Police Cooperation Bureau  
SPOC (Single Point of Contact)  
Pribinova 2  
812 72 Bratislava

Tel.: +421 9610 56450  
 Fax: +421 9610 56459  
 e-mail: spocumps@minv.sk

Railway Police  
 Operational Unit  
 Šancová 1  
 P.O.Box 203  
 810 00 Bratislava 1

Tel.: +421 2 575 16604, +421 2 575 16605  
 Fax: +421 2 575 16625  
 e-mail: operacny@grzp.sk

- for carrying out joint patrols (in opened form):

Customs Directorate of the Slovak Republic  
 Mierová 23  
 815 11 Bratislava

Tel: +421 2 4827 3111, +421 2 4827 3112, +421 2 4827 3115  
 Fax: +421 2 4342 6787

- for carrying out other forms of police cooperation as joint operations:

Customs Criminal Office  
 Bajkalská 24  
 824 97 Bratislava

Tel: +421 2 5341 1080  
 Cel: +421 918 710 710  
 Fax: +421 2 5341 1051

e-mail: oocku@colnasprava.sk

- b) according to Article 24 officers or other civil servants with the right to participate in police operations:

- officers of the Police Force,
- officers of the Railway Police,
- custom officers

- c) according to Article 25 the authorities to be notified in event of imminent danger:

Presidium of the Police Force  
 International Police Cooperation Bureau  
 SPOC (Single Point of Contact)  
 Pribinova 2

812 72 Bratislava

Tel.: +421 9610 56450  
 Fax: +421 9610 56459  
 e-mail: spocumps@minv.sk

Ministry of Interior of the Slovak Republic  
 Section of Crisis Management and Civil Protection  
 Drieňová 22

826 04 Bratislava

Tel.: +421 2 4859 3223, +421 2 4341 3926  
 Fax: +421 2 4859 3340  
 e-mail: smahovsky@uco.sk

Railway Police

Operational Unit

Šancová 1

P.O.Box 203

810 00 Bratislava 1

Tel.: +421 2 575 16604, +421 2 575 16605  
 Fax: +421 2 575 16625  
 e-mail: operacny@grzp.sk

- d) according to Article 26 the authorities in charge with the mutual support in major events, catastrophes or major events:

Presidium of the Police Force  
 International Police Cooperation Bureau

SPOC (Single Point of Contact)

Pribinova 2

812 72 Bratislava

Tel.: +421 9610 56450

Fax: +421 9610 56459

e-mail: spocumps@minv.sk

Ministry of Interior of the Slovak Republic

Section of Crisis Management and Civil Protection

Operational centre

Drieňová 22

826 04 Bratislava

Tel: +421 2 4341 1190, +421 2 4859 3111

Fax: +421 2 4341 1095, +421 2 4363 5142

e-mail: skcivpro@uco.sk

Presidium of the Fire and Rescue Services

Operational Unit

826 86 Bratislava 29

Tel: +421 2 4363 2091, +421 2 4859 3599

Fax: +421 2 4342 6873

e-mail: os@hazz.gov.sk

Railway Police

Operational Unit

Šancová 1

P.O.Box 203

810 00 Bratislava 1

Tel: +421 2 575 16604, +421 2 575 16605

Fax: +421 2 575 16625

e-mail: operacny@grzp.sk

- e) according to Article 27 the authorities in charge for the cooperation on request:

Presidium of the Police Force

International Police Cooperation Bureau

SPOC (Single Point of Contact)

Pribinova 2

812 72 Bratislava

Tel: +421 9610 56450

Fax: +421 9610 56459

e-mail: spocumps@minv.sk

Railway Police

Operational Unit

Šancová 1

P.O.Box 203

810 00 Bratislava 1

Tel.: +421 2 575 16604, +421 2 575 16605

Fax: +421 2 575 16625

e-mail: operacny@grzp.sk

**Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 11 septembre 2005. – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg; liste des Etats liés.**

La Convention désignée ci-dessus, approuvée par la loi du 29 juillet 2008 (Mémorial 2008, A, n° 123, pp. 1852 et ss.) a été ratifiée et l'instrument de ratification luxembourgeois a été déposé auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, dépositaire dudit Acte, en date du 2 octobre 2008.

Conformément à son article 25, paragraphe 2, la Convention est entrée en vigueur pour le Luxembourg le 1<sup>er</sup> novembre 2008.



Liste des Etats liés

<u>Etat</u>	<u>Ratification</u> <u>Acceptation (A)</u> <u>Adhésion (a)</u>
Afrique du Sud	09.05.2007
Allemagne	08.02.2008
Arabie Saoudite	07.12.2007
Autriche	14.09.2006
Bangladesh	07.06.2007 (a)
Bélarus	13.03.2007
Burundi	24.09.2008
Chypre	28.01.2008
Comores	12.03.2007 (a)
Croatie	30.05.2007
Danemark <sup>1</sup>	20.03.2007
El Salvador	27.11.2006
Emirats arabes unis	10.01.2008 (a)
Espagne	22.02.2007
Ex-République yougoslave de Macédoine	19.03.2007
Fédération de Russie	29.01.2007
Fidji	15.05.2008 (a)
Gabon	01.10.2007
Guinée-Bissau	06.08.2008 (a)
Hongrie	12.04.2007
Inde	01.12.2006
Japon	03.08.2007 (A)
Kazakhstan	31.07.2008
Kenya	13.04.2006
Kirghizistan	02.10.2007
Kiribati	26.09.2008
Lettonie	25.07.2006
Liban	13.11.2006
Libye	22.12.2008
Lituanie	19.07.2007
Luxembourg	02.10.2008
Mauritanie	28.04.2008 (a)
Mexique	27.06.2006
Mongolie	06.10.2006
Nicaragua	25.02.2009
Niger	02.07.2008 (a)
Ouzbékistan	29.04.2008 (a)
Panama	21.06.2007
République centrafricaine	19.02.2008 (a)
République de Moldova	18.04.2008
République dominicaine	11.06.2008 (a)
République tchèque	25.07.2006
Roumanie	24.01.2007
Serbie	26.09.2006
Slovaquie	23.03.2006
Sri Lanka	27.09.2007
Suisse	15.10.2008
Turkménistan	28.03.2008 (a)
Ukraine	25.09.2007

Notes:

<sup>1</sup> Avec une exclusion territoriale à l'égard des îles Féroé et du Groenland

**Notifications en vertu du paragraphe 4 de l'article 7 de la Convention**

<b>Participant</b>	<b>Organe et centres de liaison</b>
Autriche	“Bundesamt für Verfassungsschutz und Terrorismusbekämpfung (BTV) (Federal Agency for State Protection and Counter Terrorism) c/o Federal Ministry of the Interior, Herrengasse 7A-1014 Vienna, Austria”
Bélarus	Comité pour la sûreté de l'Etat, 17, avenue Nezavisimosti de la République du Bélarus, 220050 Minsk, République du Bélarus, téléphone: (+; 375 17) 219 92 21, télécopie: (+375 17) 226 00 38, Procuration générale, 22, rue Internacionalnaya de la République du Bélarus, 220050 Minsk, République du Bélarus, téléphone: (+375 17) 227 31, télécopie: (+375 17) 226 42 52, Ministère de l'intérieur, 4, rue Gorodskoy, Val de la République du Bélarus, 220050 Minsk, République du Bélarus, téléphone: (+375 17) 206 54 06, télécopie: (+375 17) 227 70 03, Comité d'Etat aux douanes 45/1, rue Mogilevskaya de la République du Bélarus, 220050 Minsk, République du Bélarus, téléphone: (+375 17) 218 90 00, télécopie: (+375 17) 218 91 97
Hongrie	International Law Enforcement Coopération Centre, Message Response and International Telecommunication Division, Téléphone: +36-1-443-5557, Télécopie: +36-1-443-5815.
Japon	Counter International Terrorism Division Foreign Affairs and Intelligence Department, Security Bureau, National Police Agency, Téléphone: +81-3-3581-0141 (ext. 5961), Télécopie: +81-3-3591-6919, Public Security Division, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice, Téléphone: +81-3-3592-7059, Télécopie: +81-3-3592-7066, International Nuclear Cooperation Division, Disarmament, Non-Proliferation and Science Department, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs, Téléphone: +81-3-5501-8227, Télécopie: +81-3-5501-8230, Nuclear Safety Division, Science and Technology Policy Bureau, Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology, Téléphone: +81-3-6734-4024 (ligne principale), +81-90-3401-6962, +81-90-3346-8472, Télécopie: +81-3-5288-5031, International Affairs Office, Policy Planning and Coordination Division, Nuclear and Industrial Safety Agency, Ministry of Economy, Trade and Industry, Téléphone: +81-3-3501-1087, Télécopie: +81-3-3580-8460, Technology and Safety Division, Policy Bureau, Ministry of Land, Infrastructure and Transport, Téléphone: +81-3-5253-8308, Télécopie: +81-3-5223-1560
Lettonie	Police de la sécurité, Kr. Barona Str. 99a, Riga, LV-1012 Latvie, Téléphone: +371 7208964, Télécopie: +371 7273373.
Lituanie	State Security Department (SSD) of the Republic of Lithuania Vytenio St. 1, LT-2009 Vilnius, Republic of Lithuania Phone/Fax: (+370 5) 2312602.
République tchèque	Police de la République tchèque Groupe de détection de la criminalité organisée, Division du trafic d'armes, BP 41 – V215680 Prague 5 – Zbraslav, République tchèque, Téléphone: +420974842420, Télécopie: +420974842596, (Permanence téléphonique 24h/24: Centre des opérations: +420974842690 et +420974842694 Capitaine Pavel Osvald: +420603191064, Lieut-col. Jan Svoboda: +420603190355)
Suisse	Conformément au paragraphe 4 de l'article 7 de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, la Suisse déclare que l'autorité compétente chargée de communiquer et de recevoir les informations visées dans l'article 7, est la Centrale d'engagement de l'Office fédéral de la police, Nussbaumstrasse 29, CH-3003 Berne, téléphone: +41 31 322 44 50, télécopie: +41 31 322 53 04.

**Déclarations et Réserves**
**ARABIE SAOUDITE**
**Déclaration:**

... le Royaume a décidé d'établir sa compétence en application du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

**Réserve:**

Le Royaume déclare par la présente qu'il ne se considère pas lié par le paragraphe 1 de l'article 23 de la Convention.

**BANGLADESH**
**Réserve:**

Conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention, la République populaire de Bangladesh ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 23 de la Convention.

1727

### EL SALVADOR

*Réserves:*

Le Gouvernement de la République d'El Salvador ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 13 de la Convention parce qu'il estime que celle-ci ne constitue pas le fondement juridique de la coopération en matière d'extradition. Il ne se considère pas non plus lié par les dispositions du premier paragraphe de l'article 23 de la Convention, parce qu'il ne reconnaît pas la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

### EMIRATS ARABES UNIS

*Réserve:*

Le Gouvernement des Emirats arabes unis déclare avoir examiné la convention susmentionnée, en avoir approuvé la teneur et y adhérer, tout en exprimant une réserve au sujet du paragraphe 1 de son article 23, qui a trait au règlement des différends entre Etats parties. En conséquence, les Emirats arabes unis ne se considèrent pas liés par les dispositions de ce paragraphe relatives à l'arbitrage.

### FEDERATION DE RUSSIE

*Déclaration:*

La Fédération de Russie considère que les dispositions de l'article 16 de la Convention doivent être appliquées de manière que la responsabilité des auteurs des infractions tombant sous le coup de la Convention soit nécessairement engagée, sans préjudice de l'efficacité de la coopération internationale en matière d'extradition et d'entraide judiciaire.

### INDE

*Réserve:*

L'Inde ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 23.

### ***Notifications faites en vertu du paragraphe 3 de l'article 9***

#### ARABIE SAOUDITE

La Mission permanente de l'Arabie saoudite indique que les autorités du Royaume d'Arabie Saoudite compétentes pour communiquer et recevoir les informations visées à l'article 7 de la Convention sont le Ministère de l'Intérieur et la Cité du Roi Abdulaziz pour la science et la technologie.

#### BELARUS

La République du Bélarus établit sa compétence pour les infractions visées à l'article 2 dans les cas prévus au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

#### FEDERATION DE RUSSIE

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention, la Fédération de Russie déclare qu'elle a établi sa compétence pour les actes que l'article 2 de la Convention érige en infraction, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9 de la Convention.

#### HONGRIE

... la République de Hongrie établit sa compétence pour les infractions visées aux alinéas b) et e) du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

#### JAPON

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention, le Japon informe également ... que, conformément aux alinéas 2) et 3) du paragraphe 2 de l'article 3 du Code pénal japonais, il a établi sa compétence à l'égard des infractions visées à l'article 2 de la Convention lorsqu'elles sont commises contre l'un de ses ressortissants comme mentionné au paragraphe 2 a) de l'article 9, et lorsqu'elles consistent en un meurtre, une tentative de meurtre ou des dommages corporels entraînant ou non la mort.

#### LETTONIE

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention, la République de Lettonie notifie qu'elle a établi sa compétence en ce qui concerne toutes les infractions visées au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

#### LITUANIE

... conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention, le Seimas (Parlement) de la République de Lituanie notifie que la République de Lituanie a établi sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 de la Convention en ce qui concerne tous les cas visés au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

## REPUBLIQUE TCHEQUE

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention, la République tchèque notifie qu'elle a établi sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 dudit texte, dans les cas mentionnés aux alinéas 2 c) et 2 d) de l'article 9.

## ROUMANIE

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention, la Roumanie déclare qu'elle a établi sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2, dans tous les cas mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9, suivant les dispositions applicables de ses lois domestiques.

## SLOVAQUIE

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, la République slovaque informe qu'elle a établi sa compétence, conformément aux alinéas c), d) et e) du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

## SUISSE

Conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, la Suisse déclare qu'elle établit sa compétence pénale sur les infractions visées à l'article 2 de la Convention dans les cas prévus aux alinéas a, b, d et e du paragraphe 2 de l'article 9. S'agissant de l'alinéa c du paragraphe 2 de l'article 9, la compétence est donnée si l'auteur se trouve en Suisse ou est extradé en Suisse ... .

---

**Règlement grand-ducal du 19 mai 2009 modifiant:**

- 1. le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie;**
- 2. le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1998 ayant pour objet de déterminer les prestations en nature lors de l'accouchement, en exécution de l'article 26, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale.**

**RECTIFICATIF**

Au Mémorial A N° 111 du 26 mai 2009, à la page 1635, au point 3°, il y a lieu de lire au point 1) des Remarques figurant sous la section 5-Anesthésie péridurale: «1) Les coefficients de la section 5 sont fixés par le règlement grand-ducal visé à l'article 26 du Code de la sécurité sociale», au lieu de «1) Le coefficient de la section 5 est fixé par le règlement grand-ducal visé à l'article 26 du Code de la sécurité sociale».

---